

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DES FINANCES
COMITE TECHNIQUE DE SUIVI ET EVALUATION DES REFORMES
« CTR »

RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES 2024

Edition 2025

Table des matières

| | |
|---|----|
| SOMMAIRE | 3 |
| LISTE DES TABLEAUX | 3 |
| LISTE DES ANNEXES | 3 |
| SIGLES | 3 |
| SYNTHESE | 4 |
| INTRODUCTION | 6 |
| CHAPITRE PREMIER : IDENTIFICATION DES DEPENSES FISCALES | 8 |
| CHAPITRE DEUXIEME : DIFFERENTES FORMES DES DEPENSES FISCALES | 17 |
| CHAPITRE TROISIEME : ESTIMATION DU COÛT BUDGETAIRE DES DEPENSES FISCALES | 21 |
| ANNEXE I : Tableau recapitulatif des dépenses fiscales 2024 | 32 |

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1 : Les paramètres de la norme de référence en RDC en 2024
- Tableau 2. Dépenses fiscales par provenance et type de régime en 2024
- Tableau 3 Dépenses fiscales par source et par impôt en 2024
- Tableau 4. Dépenses fiscales par objectif en 2024
- Tableau 5. Dépenses fiscales par type de bénéficiaire en 2024
- Tableau 6 : les dépenses fiscales récensées et estimées
- Tableau 7 : Manque à gagner par sources des dépenses fiscales
- Tableau 8 : Manques à gagner des dépenses fiscales reliées aux carburants
- Tableau 9 : Manque à gagner par nature d'impôt
- Tableau 10 : Manques à gagner dans le cadre des marchés publics à financement extérieur & Code minier
- Tableau 11 : Tableau dépenses liées à la TVA fiscales
- Tableau 13 : Dépenses fiscales par objectif en 2024
- Tableau 14 : Tableau dépenses fiscales par type de bénéficiaire en 2024
- Tableau 15 : Tableau dépenses fiscales par régie financière en 2024

LISTE DES ANNEXES

- ANNEXE I : Tableau récapitulatif des dépenses fiscales

SIGLES

| | |
|-------|--|
| ANAPI | Agence Nationale de Promotion des Investissements |
| ASBL | Association Sans But Lucratif |
| BCC | Banque Centrale du Congo |
| CDF | Francs Congolais |
| CPCC | Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo |
| DA | Droit d'accises |
| DD | Droit de douanes |
| DGDA | Direction Générale des Douanes et Accises |
| DGI | Direction Générale des Impôts |
| DGRAD | Direction Générale des Recettes Administratives et Domestiques |
| EUP | Etablissement d'Utilité Public |
| IBP | Impôt sur les bénéfices et Profits |
| IERE | Impôts Exceptionnel sur la Rémunération des Expatriés |
| IM | Impôt Mobilier |
| IPR | Impôt Professionnel sur la Rémunération |
| ONG | Organisation Non gouvernementale |
| SFR | Système Fiscal de Référence |
| TVA | Taxe sur la Valeur Ajoutée |

SYNTHESE

Le rapport sur les dépenses fiscales 2025, au titre de l'exercice 2024, présente un inventaire détaillé, une catégorisation ainsi qu'une analyse budgétaire de l'ensemble des mesures recensées.

Au total, 154 dépenses fiscales ont été identifiées. Parmi elles, la majorité — soit 84 mesures représentant 55 % du total — découle du régime dérogatoire. Les dispositions de droit commun, quant à elles, sont à l'origine de 70 dépenses fiscales, soit 45 % du volume global.

Au regard de l'objectif, une plus grande proportion de ces dépenses fiscales ont été accordées pour alléger la charge fiscale (61 dépenses fiscales), encourager l'investissement (54 dépenses fiscales) et améliorer le social (13 dépenses fiscales).

Sur l'ensemble des dépenses fiscales recensées (154), 119 (77%) dépenses fiscales ont été évaluées à raison de 44 dépenses fiscales émanant du droit commun et 75 provenant des Régimes dérogatoires.

Le montant total des manques à gagner est estimé à **CDF 7.018,4 milliards pour l'exercice 2024**.

Ces dépenses fiscales représentent **26,5 %** du total de recettes de l'administration centrale mobilisées en 2024. La répartition de ce manque à gagner par régies financières se présente de la manière suivante :

- DGDA : **CDF 4137,4 milliards** ;
- DGRAD : **CDF 243 milliards**
- DGI : **CDF 2638 milliards**

Le manque à gagner de la DGI n'intègre pas celui communiqué au titre de la TVA en régime intérieur dont le montant se situe à **CDF 1 130,9 milliards en 2024**. En effet, le formulaire de la déclaration à la TVA de la DGI ne fournit pas les détails sur la répartition des exonérations par produits. De ce fait, celle-ci a procédé à la modification dudit formulaire de déclaration de la TVA pour une meilleure exploitation des données. Quatre mois après l'utilisation du nouveau formulaire, l'examen des données issues de l'annexe sur les biens et services exonérés révèle malheureusement que celles-ci demeurent inutilisables à ce stade.

Toutefois, une mise à jour du nouveau formulaire des exonérations de la TVA a été effectuée afin d'en assurer une prise en charge optimale.

Par rapport aux sources de dépenses fiscales, le manque à gagner relatif au droit commun s'établit à **CDF 1 179,3 milliards en 2024**. Il est reparti entre le Code des Impôts (**CDF 234,7 milliards**), le Code des accises (**CDF 809,7 milliard**) et le Code des douanes (**CDF 134,9 milliards**).

le manque à gagner émanant des régimes dérogatoires en 2024 s'élève à **CDF 5832, 2 milliards** dont le Code minier (**CDF 2243,7 milliards**), la fiscalité pétrolière négative (**CDF 809,3milliards**), les marchés publics à financement extérieur (**CDF 1668 ,7 milliards**), le Code des investissements (**CDF 543,08 milliards**) et la convention de collaboration d'avril 2008 entre la RDC et le groupement d'entreprises chinoises (contrat chinois) (**CDF 836 milliards**).

INTRODUCTION

Depuis quelques années, l'analyse des dépenses fiscales suscite un vif intérêt, car la mobilisation des recettes intérieures est considérée comme la principale source de financement du développement. Cette analyse doit contribuer à l'élargissement de l'assiette fiscale, renforçant ainsi l'efficacité des politiques économiques.

L'Etat intervient à l'Economie en utilisant ce qu'on appelle la politique budgétaire, celle-ci consiste à agir soit sur les dépenses publiques, ou bien sur les impôts et taxes (pour accroître ou diminuer les revenus disponibles des ménages et des entreprises).

Les activités économiques du Gouvernement consistent notamment à trouver des ressources par le biais de la fiscalité, produire des biens non marchands, redistribuer les revenus par le truchement des transferts et subvention.

Les recettes fiscales sont érodées par des exonérations coûteuses. La rationalisation des incitations et exonérations fiscales – qui représentent dans l'ensemble environ **5 % du PIB, soit 37,8% de toutes les recettes fiscales pour l'année 2023 en RDC** – est également cruciale pour simplifier le système fiscal et réduire l'évasion fiscale.

Une telle démarche est essentielle pour l'aide publique au développement. Elle représente un enjeu crucial, notamment face à la tendance de l'aide à s'orienter vers des actions humanitaires. De plus, dans un contexte de crise, les budgets des bailleurs de fonds peuvent être amenés à se réduire, rendant indispensable une meilleure gestion des ressources fiscales.

Selon l'OCDE, une dépense fiscale se définit comme un transfert de ressources publiques résultant d'une réduction des obligations fiscales par rapport à une norme ou à une dépense directe. Elle présente deux caractéristiques fondamentales :(i) une perte de recettes pour l'État, (ii) un écart par rapport à la norme fiscale de référence, qui doit être précisément défini.

La dépense fiscale constitue une alternative à la dépense publique. Elle implique la même exigence de redevabilité et doit faire l'objet d'un suivi et d'un contrôle rigoureux, au même titre que les dépenses budgétaires classiques.

Afin de garantir une gestion efficace des dépenses fiscales, il est primordial de définir un objectif clair : éclairer et optimiser la politique fiscale.

Cette démarche repose sur deux étapes fondamentales : (i) **Évaluation du coût budgétaire des mesures fiscales dérogatoires**. Cette première étape vise à renforcer la transparence budgétaire en identifiant et en évaluant les mesures fiscales qui s'écartent de la norme.

Pour assurer cette transparence, les évaluations doivent être rendues publiques et intégrées en annexe à la loi de finances et l'approche doit être progressive, en tenant compte des capacités institutionnelles limitées et des données parfois incomplètes.

L'évaluation des dépenses fiscales suit trois étapes essentielles : (i) Définition du SFR (Système Fiscal de Référence) ; (ii) Analyse de l'ensemble des mesures dérogatoires et identification de celles constituant des dépenses fiscales ; (iii) Estimation du coût des mesures identifiées, en comparant les recettes fiscales potentielles avec celles réellement perçues. (ii) **Appréciation de la pertinence des dépenses fiscales par rapport aux objectifs visés**. Cette étape permet d'analyser l'impact et l'efficacité des dépenses fiscales par rapport aux objectifs qui leur sont attribués. Il est important de noter que l'évaluation des dépenses fiscales ne conduit pas nécessairement à leur suppression systématique, mais plutôt à une meilleure compréhension de leurs effets et à une optimisation des choix budgétaires.

Afin d'optimiser la mobilisation des recettes et d'assainir le climat des affaires dans le domaine fiscal, le Gouvernement a pris, depuis 2019, l'option de publier chaque année un rapport détaillé recensant l'ensemble des exemptions et avantages fiscaux accordés, quels que soient les régimes en vigueur. Cette initiative vise également à évaluer la mise en place d'un plan de rationalisation des dépenses fiscales.

En octobre 2022, un plan de rationalisation des dépenses fiscales a été adopté. Celui-ci a notamment conduit au retrait, dans la loi de finances 2025, du régime CKD-MKD ainsi que du partenariat stratégique relatif aux chaînes de valeur. Toutefois, six mois après l'entrée en vigueur de la loi de finances rectificative pour 2025, elle a rétabli le régime CKD-MKD, témoignant d'un revirement de la part de l'autorité législative.

Malgré ces ajustements, certaines dépenses fiscales demeurent complexes et nécessitent encore des études approfondies avant toute mesure de rationalisation. Parmi les axes d'analyse figurent notamment l'identification des bénéficiaires des exonérations de TVA ainsi que l'évaluation du code des investissements

CHAPITRE PREMIER : IDENTIFICATION DES DEPENSES FISCALES

1. La dépense fiscale est une disposition législative ou réglementaire dont la mise en œuvre engendre la renonciation volontaire de recettes par l'Etat, et pour les contribuables, un allègement de leur charge fiscale par rapport à ce qui résulterait de l'application des principes généraux du Système fiscal de Référence(SFR).Ainsi la dépense fiscale est définie par rapport par rapport à un système fiscal de référence. Le système fiscal de référence indique pour chaque impôt, droit ou taxe, l'assiette et le taux. Toute mesure dérogatoire au système fiscal de référence est considérée comme dépense fiscale et entre dans le périmètre de l'évaluation. La dépense fiscale est avant tout une mesure de politique fiscale.

Le cadre fiscal

2. En vue d'identifier les dépenses fiscales, il convient dans un premier temps de cerner le cadre fiscal afin de bien délimiter les limites légales de l'exercice. Les textes concernés sont évidemment des textes de nature nationale, de même que certains textes régionaux ou internationaux ayant une portée nationale.

3. Il est à noter que ce rapport sur les dépenses fiscales inclut des taxes et droits qui relèvent de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations (DGRAD). En effet, les recettes de cette régie sont tout autant destinées au Trésor public au même titre que les impôts et taxes qui relèvent de la DGDA et de la DGI.

4. De manière succincte, les principales sources de dépenses fiscales sont portées par les textes suivants :

Code des impôts

- Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application.;
- Ordonnance-loi n° 69/007 du 10 février 1969 relative à l'impôt exceptionnel sur les rémunérations du personnel expatrié telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application. ;
- Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application. ;
- Ordonnance-loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits, telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application.

Code des douanes

- Ordonnance-loi n° 10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes, telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application.

Code des accises

- Ordonnance-loi No 18/002 du 13 mars 2018 portant Code des Accises telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application..

Tarifs douaniers

- Ordonnance-loi n°012/2012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes a l'exportation telle que modifiée et complétée à ce jour;
- Ordonnance-loi n°011/2012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes a l'importation elle que modifiée et complétée à ce jour;

Code des investissements

- Loi n° 004/2002 du 21 février 2002 portant Code des investissements elle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application;.

Code minier revisé et annoté

- Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.

Loi cadre sur l'enseignement national

- Loi n°14/004 du 11 février 2014 sur l'enseignement national

Loi cadre des entreprises en difficulté

- Loi 14/023 du 07 juillet 2014 fixant les règles relatives aux conditions et modalités de sauvetage des entreprises en difficultés

Régime des hydrocarbures

- la Loi n°15/012 du 1^{er} août 2015 portant régime général des hydrocarbures.

Régime des ASBL

- Loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique et ses mesures d'application.

Code forestier

- Loi n° 02/011 du 29 août 2002 relative au Code forestier.

Principes fondamentaux relatifs à l'agriculture

- Loi n° 11/022 du 24 décembre 2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture et ses mesures d'application.

Régimes fiscal, douanier, parafiscal, des recettes non fiscales et de change applicables aux conventions de collaboration et de projet de collaboration

- Loi n° 14/005 du 11 février 2014 portant régime fiscal, douanier, parafiscal, des recettes non fiscales et de change applicables aux conventions de collaboration et de projet de collaboration.

Marchés publics à financement extérieur

- Arrêté ministériel n° 076 du 13 janvier 2012 portant dispositions particulières applicables aux marchés publics à financement extérieur.

Partenariat stratégique sur les chaînes de valeur

- Décret n° 13/049 du 06 octobre 2013 sur le partenariat stratégique sur les chaînes de valeur.

Zone économique spéciale

- Décret no 20/004 du 5 mars 2020 fixant les avantages fiscaux à accorder aux investisseurs opérant dans les zones économiques spéciales en RDC
- Ordonnance-loi n°23/020 du 11 septembre 2023 modifiant et complétant la loi n°14/022 du 07 juillet 2014 fixant le régime des zones économiques spéciales en république démocratique du congo

Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central et ses mesures d'application

Circulaires interministérielles n° 01 et 05 du 7 mai 2014 portant modalités de retenue et de reversement de l'impôt professionnel sur les rémunérations, les primes, collations et autres avantages payés aux fonctionnaires et agents publics et aux membres des institutions nationales et provinciales et des cabinets politiques.

Conventions particulières

- Diverses conventions particulières accordant des avantages fiscaux à certaines entreprises sur la base de contrats-programmes signés ou des engagements particuliers pris avec le gouvernement.
- convention de collaboration d'avril 2008 entre la rdc et le groupement d'entreprises chinoises (contrat chinois)

Conventions fiscales

- Convention entre le Royaume de Belgique et la République Démocratique du Congo en vue d'éviter la double imposition et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'Impôts sur le Revenu et sur la Fortune Signée à Bruxelles, le 23 mai 2007-Ratifiée par la République Démocratique du Congo en vertu de la Loi n°11/021 du 24 décembre 2011;
- Convention entre le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu Signée à Pretoria, le 29 avril 2005 -Ratifiée par la République Démocratique du Congo en vertu de la Loi n° 11/019 du 15 septembre 2011
- Accords multilatéraux
- Organisation des Nations Unies (ONU): Convention de Vienne (1961) sur les relations diplomatiques et Convention de Vienne (1963) sur les relations consulaires ;
- Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO): Accord de Florence (1950) pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel et Protocole de Nairobi (1976) pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel ;
- Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI): Convention de Chicago (1944) relative à l'aviation civile internationale ;
- Union européenne et les États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique: Accord de Cotonou relative aux entraves aux échanges commerciaux ;
- Organisation Mondiale des Douanes (OMD): Convention de Kyoto révisée (1999) sur la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers.

Différents arrêtés ministériels du ministère de l'Économie Nationale portant fixation du prix des différents types de carburants dans les zones du pays

- Arrêté ministériel n°027/CAB/VPM/MIN/ECONAT/VIKL/ADM/did/2023 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix des carburants terrestres dans la zone ouest
- Arrêté ministériel n°027/CAB/VPM/MIN/ECONAT/VIKL/ADM/did/2023 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix des carburants terrestres dans la zone sud

- Arrêté ministériel n°028/CAB/VPM/MIN/ECONAT/VLKL/ADM/did/2023 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix des carburants d'aviation pour les vols nationaux dans les zone ouest, Est & Sud
- Arrêté ministériel n°027/CAB/VPM/MIN/ECONAT/VLKL/ADM/did/2023 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix des carburants d'aviation pour les vols internationaux dans les zone ouest, Est & Sud

Loi de Finances n°21/029 du 31 décembre 2021 pour l'exercice 2022 modifiant et complétant l'article 35 de l'ordonnance-loi n°10/001 du 20 août 2010 portant l'institution de la TVA.

- Décret n°24/07 du 19 septembre 2024 portant suspension de la perception de la taxe sur la valeur ajoutée et rabattement des taux des droits, taxes et redevances sur les produits alimentaires de première nécessité.
- Décret modifiant et complétant le Décret n°23/124 du 30 décembre 2023 portant suspension, pour une durée de douze (12) mois, de la perception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur les dix (10) produits de 14 première nécessité, à savoir : la viande, la volaille, le poisson, le poisson salé, le lait en poudre, le spaghetti, le riz, le maïs, l'huile végétale et le sucre.
- le décret n°22/30 du 15 octobre 2022 portant suspension de la perception de la Taxe sur la valeur ajoutée sur les produits de première nécessité
- le décret n°22/31 du 15 octobre 2022 portant suspension de la perception de la Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation et la vente de certains biens dans les domaines de la cimenterie et de l'immobilier

Tableau 1 : Les paramètres de la norme de référence en RDC en 2024

| Impôts | Assiette | 2024 |
|---|--|--|
| | | Taux |
| Impôt sur les bénéfices et profits (IBP) | Activités professionnelles réalisées en RDC Bénéfices, profits, y compris professions libérales (art. 27 CI) Déduction des pertes antérieures Amortissement comptable Dispositions contre la double imposition O-L69/009 du 10 février 1969 relatives aux impôts cédulaires sur les revenus. Art.83) | Taux : 30 % |
| (IBP) petites entreprise | Applicable sur les ventes des entreprises de petites tailles en matière d'impôt sur les bénéfices et profits(O-L13/06 du 23 février 2013.Art.6) | 1% sur les ventes 2% sur les prestations de service |
| (IBP)Micro-entreprises | Impôt forfaitaire (art. 11 O-L 13/006 23 février 2013) telle que modifiée par l'A.M n°14 du 26 juin 2020 en vertu de l'article14 de l'O-L précité. | Forfait 30.000Fc |
| Impôt sur les prestations des services | Sommes payées en rémunération des prestations de services fournies par des personnes morales ou physiques non établies en RDC (art. 83 O-L69/009 du 10 février 1969. relatives aux impôts cédulaires sur les revenus I | 14% |
| Impôt minimum | Chiffre d'affaires (art. 92.1 CI) Forfait (art. 92.2 CI) | Impôt minimum fixé à 1 % du CA; minimum 2 500 000 pour les GE, minimum 750 000 pour les ME et minimum 30 000 pour les PE |
| Impôt sur Les revenus des capitaux mobiliers (IM) | Revenus d'actions, de part, intérêts, tantîèmes, montant net de redevance, revenu des bons et obligations (art. 26) (O-L69/009 du 10 février 1969 relatives aux impôts cédulaires. | Taux: 20 % |

| | | |
|--|--|--|
| | | Barème marginal (tranches) : |
| | | 0 % : de 0 à 524 160 |
| | | 15 % : de 524 161 à 1 428 000 |
| | | 20 % : de 1 428 001 à 2 700 000 |
| | | 22,5 % : de 2 700 001 à 4 620 000 |
| | | 25 % : de 4 620 001 à 7 260 000 |
| | | 30 % : de 7 260 001 à 10 260 000 |
| | | 32,5 % : de 10 260 001 à 13 908 000 |
| | | 35 % : de 13 908 001 à 16 824 000 |
| | | 37,5 % : de 16 824 001 à 22 956 000 |
| | | 40 % : plus de 22 956 001 |
| | | Convention de Vienne, exonération pour le personnel diplomatique (taux 0 %) |
| | | |
| Impôt exceptionnel sur les rémunérations du personnel expatrié (IERE) | Rémunérations versées par les employeurs à leur personnel expatrié (art. 2 O-L 69/007 du 10 février 1969) | Taux : 25 % |
| Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation | Valeur en douanes à l'importation des marchandises(CIF) majorée des droits de douane et, le cas échéants, des droits d'accises ou du droit d'accises spécial pour les produits importés; La valeur des produits au moment de leur sortie d'une zone franche ou d'un régime de suspension des droits à l'importation | Taux : 16 % |
| Taxe sur la valeur ajoutée | | Taux : 8% |
| Taxe sur la valeur ajoutée à l'exportation | Valeur en douane à l'export(valeur FOB suivant l'article 27 du code de la TVA) | Taux : 0 % |
| TVA entreprises éligible au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur | Entreprise éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur Art.6 du Décret 013/049 2013 du 06 octobre 2013 | Suspension de la TVA À l'PM et à l'intérieur |

| | | |
|---|--|---|
| Droit de douane (DD) à l'importation | Valeur en douane (O-L 10/002 du 20 août 2010, art.60) des marchandises(sur les intrants industriels n'ayant pas de similaires locaux, ayant des similaires locaux, les produits alimentaires et autres produits de grande consommation et sur les produits de luxe et les produits superflus) | Taux : 5 %, 10 %, 20 % |
| Droits douane à l'exportation | Valeur des marchandises au point de sortie majorée, le cas échéant, des frais de transport jusqu'à la frontière mais non compris : le montant des droits et taxes à l'export; les taxes intérieures.(Sur l'or et le diamant d'exploitation artisanale et industrielle, sur l'eau douce, les huiles brutes de pétrole, l'énergie électrique, les bois sciés ainsi que les déchets et débris des métaux et sur tous les autres produits miniers marchands exportés) | Taux : 1,5 %, 3 %, 5 %, 10 %, |
| Droit accise (DA) Marchandises d'accises à l'importation et à la fabrication locale. | <p>-à l'importation, (O-L 10/002 du 20 août 2010), la valeur en douane des marchandises(CIF) majorée des droits de douane(</p> <p>-à la production locale, le PVHT des marchandises svt les quantités ayant fait l'objet de cession</p> <p>-le prix moyen frontières fiscal(Arrêté interministériel Finances et de l'Economie pour les carburants terrestres et d'aviation). Sur les eaux minérales et eaux de table, l'alcool éthylique à usage médical, les dentifrices, les alcools acycliques et leurs dérivés, les limonades, les jus et les eaux additionnées de sucre, les savons, les articles et ouvrages en matières plastiques, les articles et ouvrages en caoutchouc, les huiles de graissage et lubrifiants, les véhicules automobiles ;(avgas, jet A1, kéroène et pétrole lampant), les combustibles, les autres produits cosmétiques (les parfums), les bières (titrant moins de 6°, les autres carburants (essences, gasoils et autres produits), les bières brunes (titrant plus de 6 °) ; les vins et les autres boissons fermentées (cidres, poirés, hydromels), les cigares, cigarettes et autres tabacs fabriqués ainsi que les instruments servant à fumer, es alcools et liqueurs, les produits du tabac, des pipes à eau.</p> | <p>Taux : 5 %,10 %,20 %,24%, 25 %, 28%,45%,60%, 80%</p> <p>Taux : (droit d'accises spécial): 20 %, 30 %</p> |

| | | |
|---|---|--|
| Droits d'accises - spécial sur les produits importés ou de fabrication locale | | Taux : (droit d'accises spécial): 20 %, 30 % |
| Services d'accises fournis sur le territoire national | -Le temps de la communication, exprimé en secondes (voix), le volume des messages (messagerie), le volume de données exprimé en bytes (data), le volume du Traffic échangé, exprimé en bytes (accès internet). | Taux : 10 % |
| Taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante | Entreprises agréées au code minier, partenariat stratégique sur la chaîne de valeur et le code des investissements (loi 007/002 du 11 juillet 2002, loi 004/2001 portant code des investissements, et décret 13/046 du 6 octobre 2013) et ONG et Établissements publics (loi 004/2001 du 20 juillet 2001) | |
| Carte de travail, visa d'établissement | Entreprises minières (convention de Beijing du 22 avril 2008, cas du regroupement des entreprises chinoises) | |
| Différents droits, taxes et redevances | Entreprises exécutant les marchés les marchés publics à financement extérieur | |

CHAPITRE DEUXIEME : DIFFERENTES FORMES DES DEPENSES FISCALES

5. Les dépenses fiscales peuvent provenir de textes législatifs eux-mêmes, de la réglementation afférente ou de toute autre source reliée à ces textes. À cet égard, des mesures conventionnelles peuvent également en faire partie. Les dépenses fiscales peuvent prendre différentes formes :

- Abattement ;
- Crédit d'impôt ;
- Charge forfaitaire ;
- Déduction ;
- Exonération ;
- Exemption ;
- Non-imposition, non assujettissement ;
- Prise en charge de la fiscalité indirecte par l'État ;
- Réduction de taux (taux réduits) ;
- Report d'imposition ;
- Suspension de la perception

6. Pour l'exercice 2024, **154 dépenses fiscales** ont été recensées, réparties entre **71 dépenses fiscales** issues du **droit commun** (soit **46 %** du total) et **85 dépenses fiscales** relevant du **régime dérogatoire** (soit **56 %**). Concernant le **droit commun**, on dénombre **37 dépenses fiscales** liées au **Code des impôts** (soit **24 %** du total), **29 dépenses fiscales** relevant du **Code des douanes** (soit **19 %**), et **5 dépenses fiscales** associées au **Code des Accises** (soit **3 %**).

7. Les principaux régimes dérogatoires en termes de nombre de dépenses fiscales générées sont :

- Code minier : 16 dépenses fiscales soit 10 % ;
- Zones économiques : 12 dépenses fiscales soit 8% ;
- Code des investissements : 9 dépenses fiscales soit 6% ;
- ONG, ASBL et EUP : 9 dépenses fiscales soit 6 % ;
- Marchés à financement extérieur : 7 dépenses fiscales soit 5%
- Projets de coopérations : 6 dépenses fiscales soit 4 % du total ;
- Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022 : 6 dépenses fiscales soit 4 % ;
- SICOMINES : 4 dépenses fiscales, soit 4 % ;
- Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité
- Autres : 3 dépenses fiscales.

Tableau 2. Dépenses fiscales par provenance et type de régime en 2024

| Source des dépenses fiscales | 2024 | |
|---|---------------|--------------|
| | Nombre | total |
| Droit commun | 70 | 45% |
| Code des impôts | 37 | 24% |
| Code des accises | 5 | 3% |
| Code des douanes | 28 | 18% |
| Régimes dérogatoires | 84 | 55% |
| ASBL, ONG et EUP | 9 | 6% |
| Code des investissements | 9 | 6% |
| Code minier | 16 | 10% |
| Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février | 6 | 4% |
| Exonérations dérogatoires | 3 | 2% |
| Importation et l'exportation de l'énergie électrique | 3 | 2% |
| Marchés publics à financement extérieur | 7 | 5% |
| Regime MKD&CDK | 2 | 1% |
| Principes d'agriculture | 3 | 2% |
| Projets de coopération | 6 | 4% |
| Sicomines | 4 | 3% |
| Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité | 4 | 3% |
| Zones économiques spéciales | 12 | 8% |
| Total | 154 | 100% |
| Source : Ministère des Finances | | |

Les essentiels de comparaison avec le rapport sur les dépenses de l'édition 2023 se présente au niveau de l'accroissement du nombre des dépenses fiscales qui est passé de 149 à 154.

8. Le tableau 3 présente en détail les dépenses fiscales issues du droit commun, réparties selon les différentes sources d'imposition, taxes et autres prélèvements. On y recense **37 dépenses fiscales relevant du code des impôts**, **28 du droit de douane** et **16 du code minier**. Par ailleurs, **39 dépenses fiscales proviennent des droits de douane**, **33 sont liées à la TVA**, **32 concernent la DGRAD**, et **14 au droit d'accises**. En ce qui concerne les **impôts directs**, l'IPR et l'IBP comptent chacun **13 dépenses fiscales**, tandis que l'IM en dénombre 7 et l'IERE seulement 2.

Tableau 3 Dépenses fiscales par source et par impôt en 2024

| | | | | | | | | | 2024 | |
|---|----------|-----------|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|-------------|
| | IM | IBP | IPR | IERE | TVA | DA | DD | DGRAD | Total | % |
| Code des accises | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 1 | 0 | 5 | 3% |
| Code des douanes | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 25 | 0 | 28 | 18% |
| Code des impôts | 5 | 8 | 12 | 0 | 11 | 0 | 1 | 0 | 37 | 24% |
| Code des investissements | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 6 | 9 | 6% |
| Code minier | 1 | 1 | 0 | 1 | 5 | 4 | 4 | 0 | 16 | 10% |
| ASBL, ONG et EUP | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 8 | 9 | 6% |
| Contrat entre la RDC et la Turquie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 6 | 4% |
| Exonérations dérogatoires | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 3 | 2% |
| Importation et l'exportation de l'énergie | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 3 | 2% |
| Marchés publics à financement ext. | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 1 | 1 | 3 | 7 | 5% |
| Régime MKD&CDK | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 2 | 1% |
| Principes d'agriculture | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 2% |
| Projets de coopération | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 6 | 4% |
| Sicomines | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 4 | 3% |
| Suspension de la TVA sur les produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 4 | 3% |
| Zones économiques spéciales | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 9 | 12 | 8% |
| DGRAD | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Total | 7 | 13 | 13 | 2 | 31 | 15 | 39 | 35 | 154 | 100% |

Source : Ministère des Finances

9. Les dépenses fiscales résultent d'un **choix délibéré de politique publique**, visant généralement des **ménages, des industries ou des catégories spécifiques de contribuables**. Les **Tableaux 4 et 5** illustrent cette répartition en présentant les dépenses fiscales **selon leur objectif et par type de bénéficiaires**.

Tableau 4. Dépenses fiscales par objectif en 2024

| Objectif | Nombre de dépenses fiscales 2024 | % du total 2024 |
|-----------------------------------|----------------------------------|-----------------|
| Encourager l'épargne | 3 | 1,9% |
| Encourager l'investissement | 52 | 33,8% |
| Encourager la production agricole | 13 | 8,4% |
| Encourager la production locale | 3 | 1,9% |
| sécuriser le territoire national | 1 | 0,6% |
| alléger la charge fiscale | 61 | 39,6% |
| Simplifier les contrôles | 7 | 4,5% |
| Social | 13 | 8,4% |
| Réciprocité | 1 | 0,6% |
| Total | 154 | 100,0% |

Source : Ministère des Finances

10. Le recensement des dépenses fiscales par objectif révèle une prédominance des mesures visant à alléger la charge fiscale des contribuables, représentant **61 dépenses fiscales**, soit **39,6 %** du total. L'encouragement à l'investissement occupe la deuxième place avec **52 dépenses fiscales (33,8 %)**. En ce qui concerne l'amélioration du cadre social, **13 dépenses fiscales** ont été recensées, correspondant à **8,3 %** du total. Un soutien similaire a été accordé au secteur agricole, avec également **13 dépenses fiscales**, soit **8,7 %**. Cependant, l'incitation à la production locale demeure marginale, ne bénéficiant que de **3 dépenses fiscales**, représentant **1,9 %** des mesures accordées.

Tableau 5. Dépenses fiscales par type de bénéficiaire en 2024

| Type de bénéficiaire | Nombre de dépenses fiscales 2024 | % du total |
|--|----------------------------------|-------------|
| Administration | 5 | 3% |
| BCC | 1 | 1% |
| Entreprises | 89 | 58% |
| Exploitants agricoles | 14 | 9% |
| Industrie | 3 | 2% |
| Institutions publiques, entreprises | 1 | 1% |
| Ménages | 25 | 16% |
| Missions diplomatiques et consulaires | 2 | 1% |
| ONG et ASBL | 14 | 9% |
| Total | 154 | 100% |
| Source : Ministère des Finances | | |

11. Les principaux bénéficiaires des dépenses fiscales sont les **entreprises**, qui en ont reçu **89**, soit **58 %** du total. Elles sont suivies par les **ménages**, avec **25 dépenses fiscales (16 %)**. En troisième position figurent les **ONG, ASBL et exploitants agricoles**, qui ont bénéficié de **14 mesures fiscales**, représentant **9 %** du total. Les **administrations publiques**, quant à elles, ont obtenu **5 dépenses fiscales (3 %)**, tandis que l'**industrie** a bénéficié de **3 mesures**, soit **2 %**.

CHAPITRE TROISIEME : ESTIMATION DU COÛT BUDGETAIRE DES DEPENSES FISCALES

3.1. Périmètre d'évaluation

12. Le périmètre d'évaluation concerne quatre aspects : (i) période de référence; (ii) champs couverts; (iii) sources de données et (iv) méthode d'évaluation.

La **périodes de référence** pour l'analyse des dépenses fiscales est l'année budgétaire 2024.

La **couverture** des impôts et taxes pour l'évaluation des dépenses fiscales est circonscrite aux prélèvements fiscaux et douaniers dont le produit est inscrit au budget de l'État faisant l'objet d'une adoption en loi de finances par l'Assemblée nationale. À cet égard, les impôts des entités territoriales décentralisées tout comme les prélèvements sociaux effectués au profit des institutions de retraite et des institutions de Sécurité sociale entre autres, n'entrent pas dans le champ du présent rapport.

13. La **méthode d'évaluation** utilisée est celle de la méthode de la perte de recettes du fait de l'existence de chacune des dépenses fiscales. Il s'agit dans la pratique usuelle d'un calcul ex-post qui suppose que le comportement des contribuables demeurerait inchangé si on éliminait la mesure dérogatoire. En ce sens, la méthode de la perte de recettes constitue une approximation de l'effet budgétaire de la dépense fiscale et non pas une estimation précise du fait qu'elle n'intègre pas les changements comportementaux, ni l'impact indirect sur les autres recettes ou sur le niveau de l'activité économique. Au regard de la définition, les mesures dérogatoires exclues de la norme de référence constituent des dépenses fiscales dans la mesure où elles génèrent une perte de recettes fiscales définitives pour l'État.

14. Les **sources de données** utilisées pour évaluer les dépenses fiscales sont des informations sur les contribuables détenues par la DGI et la DGRAD, y compris l'information sur les importations détenues par la DGDA.

15. Pour l'année 2024, au total, 119 de 154 dépenses fiscales recensées ont été estimées, soit 77% (Tableau 6). Sur les 70 dépenses fiscales émanant du droit commun, 44 ont été estimées (62%). Pour ce qui est des Régimes dérogatoires, sur les 84 dépenses fiscales recensées, 75 soit 89% ont été évaluées dans le cadre de ce rapport.

Tableau 6 : les dépenses fiscales récensées et estimées

| Source des dépenses fiscales | 2024 | | |
|--|---------------|----------------|-------------------|
| | Nombre | Estimés | % du total |
| Droit commun | 70 | 44 | 63% |
| Code des impôts | 37 | 10 | 2% |
| Code des accises | 5 | 5 | 0% |
| Code des douanes | 28 | 29 | 2% |
| Régimes dérogatoires | 84 | 75 | 89% |
| ASBL, ONG et EUP | 9 | 9 | 100% |
| Code des investissements | 9 | 9 | 100% |
| Code minier | 16 | 13 | 81% |
| Contrat entre la RDC et la Turquie du | 6 | 6 | 100% |
| Exonérations dérogatoires | 3 | 3 | 100% |
| Importation et l'exportation de l'éne | 3 | 3 | 100% |
| Marchés publics à financement extéri | 7 | 7 | 100% |
| Regime MKD &CKD | 2 | 3 | 150% |
| Principes d'agriculture | 3 | 1 | 33% |
| Projets de coopération | 6 | 3 | 50% |
| Sicomines | 4 | 4 | 100% |
| Suspension de la TVA sur les produit | 4 | 2 | 50% |
| Zones économiques spéciales | 12 | 12 | 100% |
| Total | 154 | 119 | 77% |
| Source : Ministère des Finances | | | |

4.2. Synthèse des dépenses fiscales

16. Dans le cadre de l'exercice 2024, le manque à gagner pour l'État Congolais découlant de l'ensemble des dépenses fiscales estimées s'élève à CDF 7 018,4 milliards, soit 3,4 % du PIB. Ce manque à gagner représente 26,5 % du total des recettes fiscales et non fiscales mobilisées durant l'année 2024.

17. La présentation de ce manque à gagner par sources des dépenses fiscales telle que présenté dans le tableau 7 révèle que les manques à gagner des dépenses fiscales provenant du droit commun sont inférieurs à ceux des régimes dérogatoires. En effet, les manques à gagner découlant du droit commun sont de l'ordre de CDF 1179,3 milliards représentant 17 % du total des dépenses fiscales estimées de ce fait, ceux provenant des régimes dérogatoires représentent 83 % soit CDF 5832,2 milliards.

Tableau 7 : les manques à gagner des dépenses fiscales par sources en CFD

| Source des dépenses fiscales | 2024 | 2024 |
|------------------------------------|-----------------|-------------|
| | Manque à gagner | % du total |
| Droit commun | 1179,3 | 17% |
| Code des impôts | 234,7 | 3% |
| Code des accises | 809,7 | 12% |
| Code des douanes | 134,9 | 2% |
| Régimes dérogatoires | 5832,2 | 83% |
| ASBL, ONG et EUP | 28,1 | 0% |
| Code des investissements | 1662,7 | 24% |
| Code minier | 2243,7 | 32% |
| Contrat entre la RDC et la Turquie | 40,15 | 1% |
| Exonérations dérogatoires | 33,6 | 0% |
| Importation et l'exportation c | 108,73 | 2% |
| Marchés publics à financement | 531,08 | 8% |
| Partenariats stratégiques | 0 | 0% |
| Principes d'agriculture | 3,55 | 0% |
| Projets de coopération | 2,4 | 0% |
| Sicomines | 838,15 | 12% |
| Suspension de la TVA sur les p | 290,2 | 4% |
| Zones économiques spéciales | 49,91 | 1% |
| Total | 7 018,4 | 100% |

Tableau 8 : Manque à gagner par sources des dépenses fiscales

18. Le manque à gagner total lié à la fiscalité pétrolière pour l'exercice considéré s'élève à **809,2 milliards de CDF**. Ce montant est principalement constitué des droits de consommation, qui représentent **70 %** du total, soit **566,5 milliards de CDF**. Viennent ensuite :

- la TVA à l'importation (**14 %**, soit **113,3 milliards de CDF**)
- les droits de douane (**10 %**, soit **80,9 milliards de CDF**)
- la TVA intérieure (**6 %**, soit **48,5 milliards de CDF**)

Ce niveau de manque à gagner est **nettement inférieur** à celui enregistré en 2023, qui s'élevait à **3.043,2 milliards de CDF**. Cette baisse s'explique principalement par les réformes engagées, notamment celle relative à la **vérité des prix des produits pétroliers**, ayant permis une meilleure maîtrise des exonérations et des avantages fiscaux dans le secteur.

| | 2024 | |
|--|--------------|-------------|
| | Montant | % du total |
| Fiscalité carburant | 809,2 | 100% |
| TVA à l'importation sur le carburant | 113,3 | 14% |
| TVA à l'intérieur sur le carburant | 48,5 | 6% |
| Droit d'Accises sur le carburant | 566,5 | 70% |
| Droit de douane sur le carburant | 80,9 | 10% |
| <i>Total en% des recettes fiscales</i> | 3% | |
| <i>Total en% du PIB</i> | 0,4% | |
| Source : Ministère des Finances | | |

Tableau 9 : Manque à gagner par nature d'impôt

| | 2024 | % du tota |
|---------------------------------|----------------|-------------|
| Impôt | | |
| IM | 309,93 | 4% |
| IBP | 2294,71 | 33% |
| IERE | 8,4 | 0% |
| IPR | 0,0 | 0% |
| TVA | 3005,86 | 43% |
| DA | 607,6 | 9% |
| DD | 543,1 | 8% |
| DGRAD | 243,04 | 3% |
| Total | 7 018,4 | 100% |
| Source : Ministère des Finances | | |

19. L'estimation des dépenses fiscales révèle un manque à gagner significatif dans les principales catégories d'impôts et taxes. La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) représente la plus grande part, avec un déficit estimé à **3 005,86 milliards CDF** (43 %). En seconde position, l'Impôt sur les Bénéfices et Profits (IBP) engendre un manque à gagner de **2 294,71 milliards CDF** (37 %). Les pertes liées aux droits de douane atteignent **543,1 milliards CDF** (8 %), tandis que les dépenses fiscales associées à l'impôt mobilier entraînent un déficit de **309,93 milliards CDF**. Les autres grandes catégories d'impôts enregistrent des pertes fiscales relativement moindres :

- Droits, taxes et redevances sous la supervision de la DGRAD : **243,04 milliards CDF**.

- Impôt exceptionnel sur la rémunération des expatriés : **8,4 milliards CDF**.

Tableau 10 : Manques à gagner dans le cadre des marchés publics à financement extérieur & Code minier

| | 2024 |
|---|---------------|
| Marchés public à financement extérieur | 530,9 |
| DA | 22 |
| DD | 153,7 |
| TVA | 348,2 |
| DGRAD | 7 |
| Source : Ministère des Finances | |
| Code minier | 2243,6 |
| IM | 309,9 |
| IBP | 0 |
| IERE | 8,4 |
| TVA | 1878,1 |
| DA | 0,0074 |
| DD | 47,2 |
| Source : Ministère des Finances | |

20. L'analyse des dépenses fiscales met en évidence des manques à gagner conséquents. Ceux liés au **Code minier** s'élèvent à **2 243,6 milliards CDF** pour l'année 2024, tandis que ceux associés au **régime des marchés publics à financement extérieur** atteignent **530,9 milliards CDF**.

Dans le détail, les pertes fiscales issues du **Code minier** sont réparties comme suit :

- **Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) : 1 878,1 milliards CDF** ;
- **Impôt mobilier : 309,9 milliards CDF** ;
- **Droits de douane : 47,2 milliards CDF** ;
- **Impôt Exceptionnel sur la Rémunération des Expatriés : 8,4 milliards CDF**.

Concernant les **marchés publics à financement extérieur**, les principales pertes fiscales sont observées au niveau de :

- **Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) : 348,2 milliards CDF** ;
- **Droits de douane : 153,7 milliards CDF** ;

- **Droits d'accises : 22 milliards CDF ;**
- **Droits, taxes et redevances sous la supervision de la DGRAD : 7 milliards CDF.**

21. Notons que les exonérations de TVA accordées aux entreprises agréées au Code minier peuvent cependant être considérées comme des dépenses fiscales « temporaires ». Les bénéficiaires de ces dépenses fiscales exportent en effet la quasi-totalité de leur production laquelle est taxée au taux zéro. L'exonération de TVA accordée au cordon douanier n'est pas définitive. En effet, en l'absence de cette exonération, les entreprises minières auraient droit à un remboursement de leur TVA.

Tableau 11 : Tableau dépenses liées à la TVA fiscales

| | 2024 |
|--|-------------------------------------|
| | Manque à gagner (Mds de CDF) |
| Code des investissements | 1662,4 |
| IBP10 | 1529,0 |
| DA2 | 3,5 |
| DD19 | 47,6 |
| DGRAD | 82,3 |
| Partenariats stratégiques | 0,0 |
| TVA2 | 0,0 |
| TVA4 | 0,000 |
| DD30 | 0,0000 |
| Source : Ministère des Finances | |

22. Il convient de noter que la plus grande perte de recettes liée au **Code des investissements** résulte principalement de l'exonération de l'**Impôt sur les Bénéfices et Profits (IBP)**, estimée à **1 529 milliards CDF**. À cela s'ajoutent les pertes dues aux **diverses taxes encadrées par la DGRAD** (82,3 milliards CDF), aux **droits de douane** (47,6 milliards CDF) et aux **droits d'accises** (3,5 milliards CDF).

Concernant le **partenariat stratégique**, les dépenses fiscales sont nulles en raison de l'expiration des avantages accordés aux entreprises bénéficiaires de cette facilité.

Globalement, les dépenses fiscales liées à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (**TVA**) engendrent un manque à gagner estimé à **3 005,8 milliards CDF**, soit **1,4 % du PIB** ou environ **11,3 % des recettes mobilisées en 2024**.

Tableau 12 : Tableau dépenses liées à la TVA fiscales

| | | 2024 | |
|----|---|---|-------------------|
| | Dépenses fiscales liées à la TVA | Manque à gagner (Mds de CDF) | % du total |
| 1 | Prise en charge de la fiscalité indirecte sur le marché public à financement extérieur | 24,857 | 0,8% |
| 2 | Entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur | 0,000 | 0,0% |
| 3 | Prise en charge de la fiscalité indirecte sur le marché public à financement extérieur | 323,391 | 10,8% |
| 4 | Exonération en importation et sur le marché intérieur pendant 4 ans sous le régime du partenariat stratégique pour les importations réalisées par les ASBL et ONG légalement constituées lorsque ces opérations sont effectuées dans le cadre d'un programme de coopération | 0,000 | 0,0% |
| 5 | les importations réalisées par les ASBL et ONG légalement constituées lorsque ces opérations sont effectuées dans le cadre d'un programme de coopération | 140,957 | 4,7% |
| 6 | les importations de timbres officiels ou papiers timbrés | 0,0000 | 0,0% |
| 7 | les importations des intrants agricoles destinés exclusivement à l'agriculture sur base d'une liste | 11,9070 | 0,4% |
| 8 | l'importation et l'acquisition des produits pharmaceutiques destinés à la prévention, au diagnostic et au traitement | 8,4308 | 0,3% |
| 9 | l'importation et l'acquisition des équipements, des matériels, des réactifs et autres produits destinés à la recherche et/ou à l'éducation | 0,0000 | 0,0% |
| 10 | Les échantillons importés sans valeur commerciale destiné à la commande des marchandises | 0,0046 | 0,0% |
| 11 | les biens mobiliers importés dans le cadre du transfert des résidents | 0,7815 | 0,0% |
| 12 | l'importation et la vente de cercueils contenant les dépouilles mortelles et les urnes funéraires | 0,0673 | n.d. |
| 13 | les dons, legs et matériels fournis gratuitement à l'Etat, aux Provinces et ETD ainsi que les organismes | 0,5700 | 0,0% |
| 14 | Importation du blé, du maïs, de la farine de froment et de la farine de maïs ; | 45,9184 | n.d. |
| 15 | les matériels et articles destinés à la recherche et/ou l'éducation | 1,8041 | n.d. |
| 16 | Importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers | 1 676,4576 | 55,8% |
| 17 | Importation, par les entreprises nouvelles, des biens d'équipements destinés aux investissements de création | 32,9329 | 1,1% |
| 18 | Code minier - 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipement minier (s'applique aux entreprises minières) | 43,7157 | 1,5% |
| 19 | Code minier - 10% sur les carburants et consommables | 66,5075 | 2,2% |
| 20 | Code minier - 2% en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement minier | 58,4983 | 1,9% |
| 21 | Importation énergie électrique | 69,3000 | 2,3% |
| 22 | Exonérations dérogatoires | 21,3633 | 0,7% |
| 23 | Exonération pour les projets de coopération | 2,2567 | 0,1% |
| 24 | Boutiques hors taxes | 3,1182 | 0,1% |
| 25 | Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité (marchandises écoulées sur le marché intérieur) | n.d. | n.d. |
| 26 | Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité (marchandises importées) | 279,7706 | n.d. |
| 27 | Suspension de la TVA sur les matières premières servant à la fabrication du ciment (régime intérieur) | n.d. | n.d. |
| 28 | Suspension de la TVA sur les matières premières servant à la fabrication du ciment (marchandises écoulées sur le marché intérieur) | 10,4362 | n.d. |
| 29 | Taux réduit de TVA sur les pièces d'aéronefs | 0,0888 | 0,0% |
| 30 | TVA à l'importation sur le carburant | 113,3000 | 3,8% |
| 31 | TVA à l'intérieur sur le carburant | 48,5000 | 1,6% |
| 32 | TVA Zones économiques spéciales | 20,9289 | 0,7% |
| | Total | 3 005,863 | 100,0% |
| | Source : Ministère des Finances | | |

23. Les exonérations liées secteur minier (de CDF 2.287,4 milliards en 2023) représentent la plus grande partie des manques à gagner. Il s'agit, notamment :

- De l'importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, dans les conditions fixées par voie réglementaire (de CDF 1676,5 milliards) ;
- De l'importation, par les entreprises nouvelles, des biens d'équipements destinés aux investissements de création, dans les conditions déterminées (CDF 32,9 milliards)
- du taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier sur les carburants et consommables (de CDF 43,7 milliards);
- Du taux réduit par les entreprises agréées au code minier en phase d'exploitation sur les biens d'équipements (de CDF 66,5 milliards) et

- Du taux réduit pour les entreprises agréées au code minier en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement (de CDF 58,4 milliards).

24. Quant au manque à gagner émanant de la TVA sur les Carburants, il se situe à CDF 161,8 milliards. Il s'agit de la TVA sur les importations de carburant.

25. *L'autre groupe des exonérations de TVA concerne les biens importés dans le cadre de l'exécution de marchés publics.* Celles-ci représentent un montant de (CDF 348,3 milliards). Par ailleurs, la suspension de la TVA sur les produits de première nécessité (marchandises importées) renseigne une perte d'environ CDF 279,7 milliards.

Tableau 13 : Dépenses fiscales par objectif en 2024

| Objectif | Manque à gagner 2024 | % du total 2024 |
|--|---------------------------------|----------------------------|
| Encourager l'épargne | 0 | 0,0% |
| Encourager l'investissement | 4782,3 | 68,1% |
| Encourager la production agricole | 141,03 | 2,0% |
| Encourager la production locale | 0,037 | 0,0% |
| sécuriser le territoire national | 1,3 | 0,0% |
| alléger la charge fiscale | 2093,9 | 29,8% |
| Simplifier les contrôles | 0 | 0,0% |
| Social | 0 | 0,0% |
| Réciprocité | 0 | 0,0% |
| Total | 7 018,4 | 100,0% |
| Source : Ministère des Finances | | |

Le **Tableau 13** met en évidence que les mesures visant à **encourager les investissements** représentent la plus grande part des pertes fiscales, avec un manque à gagner estimé à **4782,3 milliards CDF** (68,1 %). Elles sont suivies par les mesures destinées à **alléger la charge fiscale** pour certains contribuables, notamment les **opérateurs économiques et les ménages**, qui engendrent un manque à gagner de **2093,9 milliards CDF** (29,8 %).

L'analyse des pertes fiscales par catégorie de bénéficiaires montre une prédominance des **entreprises**, avec un manque à gagner estimé à **5864,8 milliards CDF**, suivies des **ménages**, qui enregistrent une perte de **877 milliards CDF**. Cette répartition explique la forte proportion des

dépenses fiscales destinées à **stimuler l'investissement** et à **réduire la charge fiscale** des opérateurs économiques et des ménages (voir Tableau 14).

Tableau 14 :Tableau dépenses fiscales par type de bénéficiaire en 2024

| Type de bénéficiaire | Nombre de dépenses fiscales 2024 | % du total |
|--|----------------------------------|-------------|
| Administration | 1,03 | 0% |
| BCC | 0 | 0% |
| Entreprises | 5864,8 | 84% |
| Exploitants agricoles | 15,54 | 0% |
| Industrie | 0,03 | 0% |
| Institutions publiques, entreprises | 21,3 | 0% |
| Ménages | 877 | 12% |
| Missions diplomatiques et consulaires | 5,15 | 0% |
| ONG et ASBL | 231,9 | 3% |
| Total | 7 018,4 | 100% |
| Source : Ministère des Finances | | |

26. L'analyse des manques à gagner par régie financière renseigne que ceux-ci sont plus importants au niveau de la DGDA (Tableau 15). Cette régie financière, étant responsable des exonérations de droits d'importation qui représentent une part importante des dépenses fiscales importantes, elle génère les plus grands manques à gagner (soit près de CDF 3322,5 milliards ou 54 % du total).

Toutefois, il convient de préciser que pour la Direction Générale des Impôts, ces chiffres n'intègrent pas celui communiqué au titre de la TVA intérieur de l'ordre de CDF **1.130,9** milliards parce que la déclaration à la TVA ne fournit pas les détails sur la répartition des exonérations par produits, un format des données non compatible avec les données exploitées dans le présent rapport. Pour palier à cette difficulté, un nouveau formulaire prenant en charge les détails sur la répartition des exonérations a été mis en place par la DGI depuis janvier 2024. Lors de l'évaluation de l'exploitation des données fournies par ce formulaire, l'état actuel des données de la nouvelle annexe relève ne permet pas une exploitation de celui-ci. Une mise à jour de ce formulaire s'avère indispensable afin d'en assurer une prise en charge optimale.

L'analyse des pertes fiscales par régie financière met en évidence une prédominance de la **DGDA** (voir Tableau 14). En tant que responsable des exonérations de **droits d'importation**, qui constituent une part significative des dépenses fiscales, cette régie génère les plus grands manques à gagner, estimés à **4 137,3 milliards CDF**, soit **59 % du total**.

Toutefois, il est important de préciser que, pour la **Direction Générale des Impôts (DGI)**, ces chiffres n'intègrent pas les **933,3 milliards CDF** liés à la **TVA intérieure**, car la déclaration à la TVA ne fournit pas de détails sur la répartition des exonérations par produit. Ce format de données est incompatible avec les informations exploitées dans le présent rapport.

Pour remédier à cette difficulté, la DGI a mis en place, depuis janvier 2024, un **nouveau formulaire** permettant de détailler la répartition des exonérations. Cependant, l'évaluation de l'exploitation des données issues de ce formulaire révèle que l'état actuel de la nouvelle annexe ne permet pas son utilisation efficace. Une **mise à jour** de ce formulaire est donc indispensable afin d'optimiser son intégration.

Tableau 15 :Tableau dépenses fiscales par régie financière en 2024

| | | 2024 | |
|--|-------------------------------------|-------------------|--|
| Régies Financières | Manque à gagner (Mds de CDF) | % du total | |
| DGDA | 4137,3 | 59% | |
| DGI | 2638,0 | 38% | |
| DGRAD | 243,0 | 3,5% | |
| Total | 7 018,4 | 100% | |
| Source : Ministère des Finances | | | |

ANNEXE I : Tableau recapitulatif des dépenses fiscales 2024

| | Description | Type de régime | Sources | Catégorie | Art | Regies | Forme | Objectif | Bénéficiaire | Secteur | Évaluatio | Évaluation (Mds CDF)202 | Évaluation CDF |
|------|---|----------------|------------------------|------------------------|--------|--------|-------------|-----------------------------|--------------|---------------|-----------|-------------------------|-----------------|
| IM1 | A défaut d'éléments probants, les dépenses ou charges sont fixées forfaitairement à 30% du montant brut des redevances | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 13.8 | DGI | Abattement | Simplifier les contrôles | Entreprises | Autre | NON | n.d. | n.d. |
| IM2 | Les revenus d'actions ou parts quelconques, visés à l'article 13.5, sont fixés forfaitairement à 40 % des revenus réalisés et imposés | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 14 | DGI | Abattement | Simplifier les contrôles | Entreprises | Autre | NON | n.d. | n.d. |
| IM3 | Les revenus des parts des associés non actifs visés à l'article 13.6, sont fixés forfaitairement à 50 % des revenus réalisés et imposés | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 15 | DGI | Abattement | Simplifier les contrôles | Entreprises | Autre | NON | n.d. | n.d. |
| IM4 | Les tantièmes visés à l'article 13.7, sont fixés forfaitairement à 10% des revenus réalisés et imposés tant à l'impôt professionnel | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 16 | DGI | Abattement | Simplifier les contrôles | Entreprises | Autre | NON | n.d. | n.d. |
| IM5 | Sont exonérés de l'impôt mobilier, les revenus des bons et obligations du Trésor. | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 22 bis | DGI | Exonération | Encourager l'épargne | Entreprises | Public | NON | n.d. | n.d. |
| IM6 | Code minier - Taux de 10% sur les dividendes (plutôt que 20%) | Dérogatoire | Code Minier | Code Minier | 246 | DGI | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | 309 933 888 101 | 309 933 888 101 |
| IM7 | Exonération pour les projets de coopération, à l'exception des revenus empruntés à des fins professionnelles en faveur de t | Dérogatoire | Projets de coopération | Projets de coopération | 15 | DGI | Exonération | Alléger la charge fiscale | ONG et ASBL | smes sans but | NON | n.d. | n.d. |
| IBP1 | Les primes d'émission ne sont pas considérées comme bénéfices pour autant qu'elles soient affectées à un compte indispon | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 31 | DGI | Exonération | Simplifier les contrôles | Entreprises | Autre | NON | n.d. | n.d. |
| IBP2 | Par dérogation aux dispositions de l'article 30, sont immunisés, sous certaines conditions, les accroissements qui résultent d | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 34 | DGI | Exonération | Encourager l'épargne | Entreprises | Autre | NON | n.d. | n.d. |
| IBP3 | Sont exonérés, sous réserve de réciprocité, les bénéfices qu'une entreprise établie dans un pays étranger retire de l'exploita | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 38 | DGI | Exonération | Réciprocité | Entreprises | Autre | NON | n.d. | n.d. |
| IBP4 | Sont exonérés, les revenus qu'une personne physique ou morale non résidente ou non établie en RDC retire à la suite de sa | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 38 bis | DGI | Exonération | Encourager l'épargne | Entreprises | Autre | NON | n.d. | n.d. |
| IBP5 | 2a) les institutions religieuses, scientifiques ou philanthropiques créées par application de l'article 1 du décret du 28 décem | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 94 | DGI | Exemption | Social | ONG et ASBL | smes sans but | NON | n.d. | n.d. |
| IBP6 | 2b) les associations privées ayant pour but de s'occuper d'œuvres religieuses, scientifiques ou philanthropiques qui ont re | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 94 | DGI | Exemption | Social | ONG et ASBL | smes sans but | NON | n.d. | n.d. |
| IBP7 | 2c) les établissements d'utilité publique créés par application du décret du 19 juillet 1926; | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 94 | DGI | Exemption | Social | ONG et ASBL | smes sans but | NON | n.d. | n.d. |

| | | | | | | | | | | | | | |
|-------|--|--------------|--------------------------|---------------------------------------|-------------|-------------|-----------------------------|-----------------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-------------------|-------------------|
| IBP8 | 2d) les associations sans but lucratif ayant pour fin de s'occuper d'œuvres religieuses, sociales, scientifiques ou philanthropiques | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 94 | DGI | Exemption | Social | ONG et ASBL | Organismes sans but | NON | n.d. | n.d. |
| IBP9 | Code minier - Taux de 30% plutôt que de 35% | Dérogatoire | Code Minier | Code Minier | 247 | DGI | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | 0,000 | 0,0 |
| IBP10 | Code des investissements - Les bénéfices réalisés par les investissements nouveaux agréés sont totalement exonérés de l'impôt | Dérogatoire | Code des investissements | Code des investissements | 13 | DGI | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | 1 529 010 274 150 | 1 529 010 274 150 |
| IBP11 | convention de collaboration du 22 avril 2008 signée entre le Gouvernement de la RDC et le Gouvernement Chinois | Dérogatoire | SICOMINES | La RDC et le groupement d'entreprises | DGI | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | 765 789 112 872 | 765 789 112 872 | |
| IBP12 | Les bénéfices et profits réalisés par l'exploitant agricole de type familial sont soumis à l'impôt sur le revenu professionnel au taux réduit | Dérogatoire | Principes d'agriculture | Loi n° 11/022 du 24 décembre 2011 | 76 | DGI | Taux réduit | Encourager la production agricole | Exploitants agricoles | Agricole | NON | n.d. | n.d. |
| IBP13 | Exonération pour les projets de coopération | Dérogatoire | Projets de coopération | Loi 14/005 du 11 février 2014 | 15 | DGI | Exonération | Alléger la charge fiscale | ONG et ASBL | Organismes sans but | NON | n.d. | n.d. |
| IPR1 | 1° les indemnités ou allocations familiales réellement accordées aux employés et salariés dans la mesure où elles ne dépassent pas 30 % du revenu imposable | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 48 | DGI | Exonération | Social | Ménages | Social | NON | n.d. | n.d. |
| IPR2 | 2° les pensions, rentes et indemnités accordées en vertu des lois qui régissent les pensions de vieillesse, l'octroi de secours et les allocations familiales | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 48 | DGI | Exonération | Social | Ménages | Social | NON | n.d. | n.d. |
| IPR3 | 3° les indemnités et avantages en nature concernant le logement, le transport et les frais médicaux pour autant que : - l'indemnité journalière | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 48 | DGI | Exonération | Social | Ménages | Social | NON | n.d. | n.d. |
| IPR4 | Les primes versées à des nationaux dans le cadre de la mise en œuvre des projets financés sur fond de l'Union Européenne | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | COFED-FINAN | DGI | Exonération | Social | Ménages | Développement national | NON | n.d. | n.d. |
| IPR5 | Sont seuls admis comme dépenses professionnelles, les versements réellement effectués à titre définitif, soit à des caisses de retraite, soit à des fonds de pension | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 50 | DGI | Déduction | Social | Ménages | Social | NON | n.d. | n.d. |
| IPR6 | En aucun cas, l'impôt total ne peut excéder 30 % du revenu imposable | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 84 (2) | DGI | Taux réduit | Alléger la charge fiscale | Ménages | Social | NON | n.d. | n.d. |
| IPR7 | Les rémunérations versées au personnel domestique et aux salariés relevant des micro-entreprises sont imposées suivant les taux prévus pour les salariés | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 84 (3) | DGI | Taux forfaitaire | Social | Ménages | Social | NON | n.d. | n.d. |
| IPR8 | L'impôt professionnel est fixé à 20 % sur les bénéfices, profits ou rémunérations réalisées ou perçus par des personnes physiques | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 85 | DGI | Taux réduit | Simplifier les contrôles | Ménages | Social | NON | n.d. | n.d. |
| IPR9 | L'impôt professionnel est fixé à 10% sur le capital-pension payé au travailleur en partance à la retraite par son employeur | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 85 | DGI | Taux réduit | Social | Ménages | Social | NON | n.d. | n.d. |

| | | | | | | | | | | | | | |
|-------|---|--------------|---|---|--------------|------|-------------------|-----------------------------------|-----------------------|----------------------------|-----|---------|--------------------|
| IPR10 | L'impôt professionnel est fixé à 10% sur les indemnités dites de fin de carrière et sur les indemnités payées par l'employeur | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 86 | DGI | Taux réduit | Social | Ménages | Social | NON | n.d. | n.d. |
| IPR11 | Lorsqu'un employeur a recours occasionnellement aux services d'une personne, l'impôt à percevoir à la source est fixé à 15% | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 87 | DGI | Taux réduit | Simplifier les contrôles | Ménages | Social | NON | n.d. | n.d. |
| IPR12 | L'impôt établi par application de l'article 84 de la présente ordonnance-loi est réduit d'une quotité de 2 % pour chacun de | Droit commun | Code des impôts | Code des impôts | 89 | DGI | Abattement | Social | Ménages | Social | NON | n.d. | n.d. |
| IPR13 | IPR Sans préjudice des dispositions de l'article 202, point 10, de la Constitution relatives à l'impôt personnel, l'exploitant ag | Dérogatoire | Principes d'agriculture | Loi n° 11/022 du 24 décembre 2011 | 76 | DGI | Exonération | Encourager la production agricole | Exploitants agricoles | Agricole | NON | n.d. | n.d. |
| IERE1 | Code minier - Réduction du taux (10% plutôt que 25%) | Dérogatoire | Code Minier | Code Minier | 244 | DGI | Réduction de taux | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | 8 462 | 8 462 165 125 |
| IERE2 | Exonération pour les projets de coopération | Dérogatoire | Projets de coopération | Loi 14/005 du 11 février 2014 | 15 | DGI | Exonération | Alléger la charge fiscale | ONG et ASBL | ismes sans but | NON | n.d. | n.d. |
| TVA1 | Prise en charge de la fiscalité indirecte sur le marché public à financement extérieur | Dérogatoire | Marchés publics à financement extérieur | Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012 | art. 6 | DGI | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | | OUI | 24,856 | 24 856 587 299,40 |
| TVA2 | Collection d'assemblage CKD&MKD | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier à l'importation | paragraphe 7 | DGDA | Taux réduit | Encourager l'investissement | Entreprises | Manufacturier | OUI | 5,3667 | 5 366 744 447,00 |
| TVA3 | Prise en charge de la fiscalité indirecte sur le marché public à financement extérieur | Dérogatoire | Marchés publics à financement | Arrêté ministériel | art. 6 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | | OUI | 323,391 | 323 390 504 217,00 |
| TVA5 | Les importations réalisées par les ASBL et ONG légalement constituées lorsque ces opérations présentent un caractère soci | Droit commun | Code des impôts | O-L n°10/001 du 20 août 2010 | 15 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | ONG et ASBL | Social | OUI | 140,96 | 140 957 471 927 |
| TVA6 | Les importations de timbres officiels ou papiers timbrés | Droit commun | Code des impôts | O-L n°10/001 du 20 août 2010 | 15 | DGDA | Exonération | Alléger l'investissement | Administration | Public | OUI | 0,0000 | 0 |
| TVA7 | Les importations des intrants agricoles destinés exclusivement à l'agriculture sur base d'une liste déterminée par voie régler | Droit commun | Code des impôts | O-L n°10/001 du 20 août 2010 | 15 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Exploitants agricoles | Agricole | OUI | 11,91 | 11 906 952 851 |
| TVA8 | l'importation et l'acquisition des produits pharmaceutiques destinés à la prévention, au diagnostic et au traitement des ma | Droit commun | Code des impôts | O-L n°10/001 du 20 août 2010 | 15 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Ménages | Pharmaceutique | OUI | 8,43 | 8 430 773 748 |
| TVA9 | l'importation et l'acquisition des équipements, des matériels, des réactifs et autres produits chimiques destinés exclusivem | Droit commun | Code des impôts | O-L n°10/001 du 20 août 2010 | 15 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Minier | OUI | 0,0000 | 0 |
| TVA10 | Les échantillons importés sans valeur commerciale destiné à la commande des marchandises | Droit commun | Code des impôts | O-L n°10/001 du 20 août 2010 | 15 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Manufacturier et recherche | OUI | 0,0046 | 4 568 581,00 |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-------|--|--------------|-----------------------------------|---|-----|------|----------------------------------|-----------------------------|--|---|-----|------|------------|-------------------|
| TVA11 | les biens mobiliers importés dans le cadre du transfert des résidents | Droit commun | Code des impôts | O-L n°10/001 du 20 août 2010 | 15 | DGDA | Exonération | Encourager l'investissement | Ménages | Social | OUI | | 0,78 | |
| TVA12 | l'importation et la vente de cercueils contenant les dépouilles mortelles et les urnes funéraires ; | Droit commun | Code des impôts | O-L n°10/001 du 20 août 2010 | 15 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Ménages | Public | OUI | | 0,07 | 67 276 594,00 |
| TVA13 | les dons, legs et matériels fournis gratuitement à l'Etat, aux Provinces et ETD ainsi que les organismes de droit public | Droit commun | Code des impôts | O-L n°10/001 du 20 août 2010 | 15 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Administration | Public | OUI | | 0,5700 | 569 974 832 |
| TVA14 | l'importation du blé, du maïs, de la farine de froment et de la farine de maïs ; | Droit commun | Code des impôts | O-L n°10/001 du 20 août 2010 | 15 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Public | NON | | 45 9184 | 45 918 421 931 |
| TVA15 | les matériels et articles destinés à la recherche et/ou l'éducation | Droit commun | Code des douanes | O-L n°10/002 du 20 août 2010 | 339 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Ménages | Social | OUI | | 1,80 | 1 804 112 242 |
| TVA16 | Importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, dans les conditions fixées par la loi n°18/001 du 09 mars 2018 | Dérogatoire | Code Minier | loi n°18/001 du 09 mars 2018 | 232 | DGDA | Réduction de taux | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | | 1 676,4576 | 1 676 457 626 841 |
| TVA17 | Importation, par les entreprises nouvelles, des biens d'équipements destinés aux investissements de création, dans les conditions fixées par la loi n°18/001 du 09 mars 2018 | Dérogatoire | Code Minier | loi n°18/001 du 09 mars 2018 | 232 | DGDA | Réduction de taux | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | | 32,933 | 32 932 853 948 |
| TVA18 | Code minier - 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de la capacité initiale) | Dérogatoire | Code Minier | loi n°18/001 du 09 mars 2018 | 232 | DGDA | Réduction de taux | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | | 43,716 | 43 715 701 119 |
| TVA19 | Code minier - 10% sur les carburants et consommables | Dérogatoire | Code Minier | loi n°18/001 du 09 mars 2018 | 232 | DGDA | Réduction de taux | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | | 66,507 | 66 507 473 425 |
| TVA20 | Code minier - 2% en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de la capacité initiale) | Dérogatoire | Code Minier | loi n°18/001 du 09 mars 2018 | 232 | DGDA | Réduction de taux | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | | 58,498 | 58 498 317 433 |
| TVA21 | Importation énergie électrique | Dérogatoire | l'importation et l'exportation de | Loi 14/011 du 17 juin 2014 | | DGDA | Réduction de taux et Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Energie | OUI | | 69,300 | 69 299 982 009 |
| TVA22 | Exonérations dérogatoires | Dérogatoire | Exonérations dérogatoires | | | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Institutions publiques, entreprises et Ménages | Public | OUI | | 21,363 | 21 363 344 982 |
| TVA23 | Exonération pour les projets de coopération | Dérogatoire | Projets de coopération | Loi 14/005 du 11 février 2014 | 15 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Organisations internationales | Public | OUI | | 2,257 | 2 256 701 487,00 |
| TVA24 | Boutiques hors taxes | Droit commun | code des douanes | Circulaire N°CAB/MIN/FIN/2/013 du 10 janvier 2013 | 339 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Missions diplomatiques et consulaires | Diplomatique et voyage en transit international | OUI | | 3,118 | 3 118 242 944,00 |
| TVA25 | Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité (marchandises écoulées sur le marché domestique) | Dérogatoire | Décret 22/30 du 15 octobre 2022 | Décret 22/30 du 15 octobre 2022 | 1 | DGI | Exonération | Alléger la charge fiscale | Ménages | Social | NON | n.d. | | n.d. |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-------|--|--------------|---|---|-----------|-------------------|---------------------------|-----------------------------|-------------|------------------------------|-----|-------|-------------------|--------------------|
| TVA26 | Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité (marchandises importées) | Dérogatoire | Décret 22/30 du 15 octobre 2022 | Décret 22/30 du 15 octobre 2022 | 1 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Ménages | Social | OUI | | 279,771 | 279 770 554 845,00 |
| TVA27 | Suspension de la TVA sur les matières premières servant à la fabrication du ciment (régime intérieur) | Dérogatoire | Décret 22/31 du 15 octobre 2022 | Décret 22/30 du 15 octobre 2022 | 1 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Ménages | Social | NON | n.d. | | n.d. |
| TVA28 | Suspension de la TVA sur les matières premières servant à la fabrication du ciment (marchandises importées) | Dérogatoire | Décret 22/31 du 15 octobre 2022 | Décret 22/30 du 15 octobre 2022 | 1 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Ménages | Social | OUI | | 10,436 | 10 436 243 753,00 |
| TVA29 | Taux réduit de TVA sur les pièces d'aéronefs | Dérogatoire | Code des impôts | O-L n°10/001 du 20 août 2010 17alinéa9 | DGDA | Réduction du taux | Alléger la charge fiscale | Entreprises | | OUI | | 0,089 | 88 801 200,00 | |
| TVA30 | TVA à l'importation sur le carburant | Droit commun | Code des accises | O-L18/002 du 13 mars 2018 | 25 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Social | OUI | | 113,314 | 113 314 309 717,85 |
| TVA31 | TVA à l'intérieur sur le carburant | Droit commun | Code des accises | O-L18/002 du 13 mars 2018 | 25 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Social | OUI | | 48,563 | 48 563 275 593,37 |
| TVA32 | TVA Zones économiques spéciales | Dérogatoire | Zones économiques spéciales | du 07 juillet 2014 fixant le régime | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Social | OUI | | 20,93 | 20 928 850 112,00 | |
| DA1 | Exonérations sur les marchandises soumises aux droits d'accises de la production locale | Droit commun | Code des accises | O-L18/002 du 13 mars 2018 | 55 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Industriel | OUI | | 0,29 | 292 754 772,94 |
| DA2 | Code des investissements – Exonération complète des droits et taxes à l'importation pour les machines et l'outillage, le matériel et les équipements | Dérogatoire | Code des investissements | loi 004/2002 du 21 février 2002 | 10,11, 20 | DGDA | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | | 3,60 | 3 599 949 821,00 |
| DA3 | Code minier - 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de la production) | Dérogatoire | Code Minier | loi n°18/001 du 09 mars 2018 | 232 | DGDA | Réduction de taux | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | | 0,0033 | 3 306 712,00 |
| DA4 | Code minier - 3% sur les carburants et consommables | Dérogatoire | Code Minier | loi n°18/001 du 09 mars 2018 | 232 | DGDA | Réduction de taux | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | | - | - |
| DA5 | Code minier - 2% en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de la production) | Dérogatoire | Code Minier | loi n°18/001 du 09 mars 2018 | 232 | DGDA | Réduction de taux | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | | - | - |
| DA6 | Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures | Dérogatoire | Marchés publics à financement extérieur | Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012 | art. 6 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Développement national | OUI | | 22,070 | 22 069 772 108 |
| DA7 | Exonération en importation des biens destinés aux ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique | Dérogatoire | ONG et ASBL | Loi 004/2001 du 20 juillet 2001 | | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | ONG et ASBL | Organismes sans but lucratif | OUI | | 4,038 | 4 037 522 215 |
| DA8 | Exonération des dons ou matériels fournis gratuitement à la RDC et aux entités territoriales | Droit commun | Code des douanes | O-L n°10/002 du 20 août 2010 | 339 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Ménages | Organismes sans but lucratif | OUI | | 0,130 | 130 389 948 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|------|--|--------------|---|-------------------------------------|------|-------------|----------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|------------------------------|--------|---------------|-------------------|
| DA9 | Exonération pour les projets de coopération | Dérogatoire | Projets de coopération | Loi 14/005 du 11 février 2014 | 339 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | ONG et ASBL | Organismes sans but lucratif | OUI | 0,133 | 133 364 305 |
| DA10 | Boutiques hors taxes | Droit commun | Code des douanes | AB/MIN/FIN/2012 du 10 janvier 2012 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Ménages | Autre | OUI | 7,175 | 7 174 589 059 | |
| DA11 | Droit d'Accises sur le carburant | Droit commun | Code d'accisesO-L18/002 du 13 mars 2018 | ONOMAT/JKY/ABT | 1 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Ménages | Pétrolier | OUI | 566,572 | 566 571 548 589 |
| DA12 | Importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, dans les conditions fixées par la loi n°18/001 du 09 mars 2018 | Dérogatoire | Code Minier | loi n°18/001 du 09 mars 2018 | 232 | DGDA | Réduction de taux | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | 0,0041 | 4 083 431,0000 |
| DA13 | Exonérations dérogatoires | Dérogatoire | Exonérations dérogatoires | Lettres du Ministre des finances | | DGDA | | Alléger la charge fiscale | Entreprises | | OUI | 2,3315 | 2 331 476 830 |
| DA14 | Droits d'accises zone économique spéciale | Dérogatoire | Zones économiques spéciales | du 07 juillet 2014 fixant le régime | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Social | OUI | 0,7323 | 732 265 347 | |
| DA15 | Importation énergie électrique | Dérogatoire | l'importation et l'exportation d | Loi 14/011 du 17 juin 2014 | | DGDA | Réduction de taux et Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Energie | OUI | 0,64 | 641 716 200,00 |
| DD1 | Les échantillons sans valeur commerciale | Droit commun | Code des douanes | O-L n°10/002 du 20 août 2010 | 339 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Manufacturier et recherche | OUI | 0,00 | 2 250 990,00 |
| DD2 | Les objets de déménagement | Droit commun | Code des douanes | O-L n°10/002 du 20 août 2010 | 339 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Ménages | Social | OUI | 0,68 | 678 672 785,00 |
| DD3 | Dons adressés aux organismes charitables ou philanthropiques ou agréés et destinés à une distribution gratuite à des perso | Droit commun | Code des douanes | O-L n°10/002 du 20 août 2010 | 339 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | ONG et ASBL | Social | OUI | 83,23 | 83 233 574 659,00 |
| DD4 | Les matériels et articles destinés à la recherche et/ou l'éducation | Droit commun | Code des douanes | O-L n°10/002 du 20 août 2010 | 339 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Ménages | Social | OUI | 1,734 | 1 733 578 241,00 |
| DD5 | Exonération des objets religieux destinés à l'exercice de culte | Droit commun | Code des douanes | O-L n°10/002 du 20 août 2010 | 339 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | ONG et ASBL | Social | OUI | 0,0000 | 0 |
| DD6 | Les produits importés en vue de subir des essais | Droit commun | Code des douanes | O-L n°10/002 du 20 août 2010 | 339 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Industriel | NON | n.d. | n.d. |
| DD7 | Les dons ou les matériels fournis gratuitement à la rdc et aux ETD dotées de la personnalité juridique | Droit commun | Code des douanes | O-L n°10/002 du 20 août 2010 | 339 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Administration | Public | OUI | 0,390 | 390 206 437,00 |
| DD8 | Les marchandises importées dans le cadre de projet de coopération bilatérale ou multibilatérale | Dérogatoire | Projets de coopération | Loi 14/005 du 11 février 2014 | 15 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Organisations internationales | Public | OUI | 1,310 | 1 310 189 933,00 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|------|--|--------------|------------------|------------------------------|-----|------|-------------|-----------------------------------|--------------------------|------------------------|-----|---------|-------------------|
| DD9 | Importation des billets de banque et pièces de monnaie ainsi que les papiers fiduciaires ayant cours légale par la BCC | Droit commun | Code des douanes | fonctionnement et | 339 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Banque centrale du Congo | Financier | NON | n.d. | n.d. |
| DD10 | les importations de timbres officiels ou papiers timbrés | Droit commun | Code des douanes | O-L n°10/002 du 20 août 2010 | 339 | DGDA | Exemption | Alléger la charge fiscale | Administration | Public | NON | n.d. | n.d. |
| DD11 | Importation du blé, du maïs, de la farine de froment et de la farine de maïs ; | Droit commun | Code des impôts | O-L n°10/001 du 20 août 2010 | 15 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Public | OUI | 25,9933 | 25 993 297 681,00 |
| DD12 | Autres armes de guerre | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier l'importation | 4 | DGDA | Exonération | Sécuriser le territoire national | Administration | défense et sécuritaire | OUI | 1,0308 | 1 030 807 049,00 |
| DD13 | autres eaux, y compris l'eau douce | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier l'exportation | | DGDA | Exonération | Encourager la production locale | Industrie | Industriel | OUI | 0,0372 | 37 239 045 |
| DD14 | Bois d'acajou d'Afrique bruts | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier l'exportation | | DGDA | Exemption | Encourager la production agricole | Exploitants agricoles | agricoles | OUI | 0,0002 | 179 437 |
| DD15 | Bois afromosia (<i>Pericopsis elata</i>) bruts | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier l'exportation | | DGDA | Exemption | Encourager la production agricole | Exploitants agricoles | agricoles | OUI | 0,0665 | 66 481 266 |
| DD16 | Bois bossé (<i>Guara cedrata</i>) bruts | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier l'exportation | | DGDA | Exemption | Encourager la production agricole | Exploitants agricoles | agricoles | OUI | 0,0007 | 660 911 |
| DD17 | Bois doussié (<i>Afzelia bipindensis</i>) bruts | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier l'exportation | | DGDA | Exemption | Encourager la production agricole | Exploitants agricoles | agricoles | OUI | 0,0000 | 13 399 |
| DD18 | Bois iroko (<i>Chlorophora excelsa</i>) bruts, écorcés LM | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier l'exportation | | DGDA | Exemption | Encourager la production agricole | Exploitants agricoles | agricoles | OUI | 0,0010 | 987 213 |
| DD19 | Bois sapelli (<i>Entandrophragma cylindricum</i>) bruts LM | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier l'exportation | | DGDA | Exemption | Encourager la production agricole | Exploitants agricoles | agricoles | OUI | 0,0021 | 2 073 450 |
| DD20 | Bois bruts sipo(<i>entandrophagma utile</i>)BC | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier l'exportation | | DGDA | Exemption | Encourager la production agricole | Exploitants agricoles | agricoles | OUI | 0,0009 | 850 575 |
| DD21 | Bois mukulungu (<i>Autranella Congolensis</i>), bruts BC | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier l'exportation | | DGDA | Exemption | Encourager la production agricole | Exploitants agricoles | agricoles | OUI | 0,0015 | 1 466 664 |
| DD22 | Bois bruts padouk (<i>pterocarpus soyauxii</i>) | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier l'exportation | | DGDA | Exemption | Encourager la production agricole | Exploitants agricoles | agricoles | OUI | 0,0015 | 1 457 993 |
| DD23 | Autres bois d'essences B&Mieux | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier l'exportation | | DGDA | Exemption | Encourager la production agricole | Exploitants agricoles | agricoles | OUI | 0,0054 | 5 441 201 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|------|--|--------------|--|---|--------------|----------------------------------|---------------------------|---------------------------------------|---|------------------------|-----|---------|---------------------|
| DD24 | Boutiques hors taxes | Droit commun | Code des douanes | MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2011 | DGDA | Exemption | Alléger la charge fiscale | Missions diplomatiques et consulaires | Diplomatique et voyage en transit international | OUI | | 2,039 | 2 039 347 977 |
| DD25 | Code des investissements – Exonération complète des droits et taxes à l'importation pour les machines et l'outillage, le mat | Dérogatoire | Code des investissements | loi 004/2002 du 21 février 2002 | 10,11, 20 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Industriel | OUI | 47 658 | 47 658 100 574 |
| DD26 | Importation, par les entreprises nouvelles, des biens d'équipements destinés aux investissements de création, dans les cond | Dérogatoire | Code Minier | loi n°18/001 du 09 mars 2018 | 232 | DGDA | Réduction de taux | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | 11,763 | 11 762 520 317 |
| DD27 | Code minier - 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de l | Dérogatoire | Code Minier | loi n°18/001 du 09 mars 2018 | 232 | DGDA | Réduction de taux | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Minier | OUI | 8,226 | 8 225 616 803,00 |
| DD28 | Code minier - 3% sur les carburants et consommables | Dérogatoire | Code Minier | loi n°18/001 du 09 mars 2018 | 232 | DGDA | Réduction de taux | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Minier | OUI | 3,926 | 3 925 998 122,00 |
| DD29 | Code minier - 2% en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement minier (s'applique aux | Dérogatoire | Code Minier | loi n°18/001 du 09 mars 2018 | 232 | DGDA | Réduction de taux | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Minier | OUI | 23,327 | 23 326 978 326,00 |
| DD30 | À l'exclusion des redevances administratives, les intrants agricoles importés destinés exclusivement aux activités agricoles s | Dérogatoire | Principes d'agriculture | loi n°11/22 du 24 décembre 2011 | 71 et 72 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Exploitants agricoles | Agricole | OUI | 3,557 | 3 557 433 204,00 |
| DD31 | Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures | Dérogatoire | Marchés publics à financement extérieur | Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012 | art. 6 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Développement national | OUI | 153,76 | 153 762 586 934,00 |
| DD32 | Collection d'assemblage CKD&MKD | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier à l'importation | paragraphe 7 | DGDA | Taux réduit | Encourager l'investissement | Entreprises | Manufacturier | OUI | 33,54 | 33 542 148 610,00 |
| DD33 | Droit de douane sur le carburant | Droit commun | Code des accises O-L18/002 du 13 mars 2018 | ONOMAT/JKY/ABT | 150 | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Pétrolier | OUI | 80,94 | 80 938 792 655,61 |
| DD34 | Semences | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier à l'exportation | | DGDA | Exonération | Encourager la production locale | Industrie | Industriel | OUI | 0 | 0 |
| DD35 | Fuel-oil | Droit commun | Code des douanes | Tarif douanier à l'exportation | | DGDA | Exonération | Encourager la production locale | Industrie | Industriel | OUI | 0 | 0 |
| DD36 | Droit de douane zones économiques spéciales | Dérogatoire | Zones économiques spéciales | du 07 juillet 2014 fixant le régime | DGDA | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Social | OUI | | 11,2140 | 11 214 003 827,00 |
| DD37 | Importation énergie électrique | Dérogatoire | l'importation et l'exportation | Loi 14/011 du 17 juin 2014 | DGDA | Réduction de taux et Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Energie | OUI | | 38,8 | 38 793 523 411,0000 |
| DD38 | Exonérations dérogatoires | Dérogatoire | Exonérations dérogatoires | Lettres du Ministre des finances | DGDA | | Alléger la charge fiscale | Entreprises | | OUI | | 9,9 | 9 909 193 746,0000 |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---------|--|-------------|---|---|-----------|-------|-------------|-----------------------------|-------------|------------|-----|--|---------|-------------------|
| DD39 | Taxe du contrôle sanitaire aux postes frontaliers des produits d'origines toxique, soporifique et stupéfiant | Dérogatoire | ASBLONG et EUP | positions générales | 15 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | | 6,5414 | 6 541 446 784,78 |
| DGRAD1 | Taxe sur la désinfection, désinsectisation et/ou dératisation des navires, des véhicules d'occasions, fripperies à l'importation | Dérogatoire | ASBLONG et EUP | positions générales | 15 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | commercial | OUI | | 6,7335 | 6 733 510 464,95 |
| DGRAD2 | Droits et taxes à l'importation des produits pharmaceutiques | Dérogatoire | ASBLONG et EUP | positions générales | 15 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | commercial | OUI | | 4,2457 | 4 245 678 989,77 |
| DGRAD3 | Taxe Rémunératoire Annuelle(TRA) | Dérogatoire | ASBLONG et EUP | positions générales | 15 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | commercial | OUI | | 1,3569 | 1 356 944 963,24 |
| DGRAD4 | Taxe d'implantation des installations classées(T.I) | Dérogatoire | ASBLONG et EUP | positions générales | 15 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | commercial | OUI | | 2,0251 | 2 025 115 050,70 |
| DGRAD5 | Taxe de pollution sur les installations classées(TAPO) | Dérogatoire | ASBLONG et EUP | positions générales | 15 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | commercial | OUI | | 1,1211 | 1 121 117 684,38 |
| DGRAD6 | Carte de travail pour étranger | Dérogatoire | ASBLONG et EUP | positions générales | 15 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | commercial | OUI | | 1,3550 | 1 354 973 932,16 |
| DGRAD7 | Droits de délivrance de visa d'établissements spécial, permanent ordinaire et de travail | Dérogatoire | ASBLONG et EUP | positions générales | 15 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | commercial | OUI | | 0,7077 | 707 677 316,23 |
| DGRAD8 | Taxe du contrôle des produits d'origines toxique, stupéfiant et soporifique | Dérogatoire | Code des investissements | loi 004/2002 du 21 février 2002 | 10,11, 20 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | | 13,9428 | 13 942 797 500,00 |
| DGRAD9 | Taxe sur la désinfection, désintoxication et des véhicules d'occasions à l'importation | Dérogatoire | Code des investissements | loi 004/2002 du 21 février 2002 | 10,11, 20 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | | 14,8974 | 14 897 390 222,60 |
| DGRAD10 | Taxe Rémunératoire Annuelle(TRA) | Dérogatoire | Code des investissements | loi 004/2002 du 21 février 2002 | 10,11, 20 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | | 17,1262 | 17 126 240 037,70 |
| DGRAD11 | Taxe d'implantation des installations classées | Dérogatoire | Code des investissements | loi 004/2002 du 21 février 2002 | 10,11, 20 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | | 17,6923 | 17 692 308 054,80 |
| DGRAD12 | Taxe de pollution sur les installations classées | Dérogatoire | Code des investissements | loi 004/2002 du 21 février 2002 | 10,11, 20 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | | 18,0464 | 18 046 390 228,60 |
| DGRAD13 | Carte de travail pour étranger | Dérogatoire | Code des investissements | loi 004/2002 du 21 février 2002 | 10,11, 20 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | | 0,6743 | 674 268 389,60 |
| DGRAD14 | Exploitation routière, autorisation de transport des biens et 20T et plus | Dérogatoire | Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022 | Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022 | 15 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | | 9,3032 | 9 303 183 975,44 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---------|---|-------------|---|---|-------|-------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------|--------|---------|-------------------|------------------|
| DGRAD15 | Carte de travail pour étranger | Dérogatoire | Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022 | Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | construction | OUI | 0,0191 | 19 131 121,32 | |
| DGRAD16 | Taxe rémunératoire annuelle | Dérogatoire | Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022 | Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | construction | OUI | 14,3015 | 14 301 534 051,10 | |
| DGRAD17 | Taxe de pollution sur les installations classées | Dérogatoire | Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022 | Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | construction | OUI | 7,9634 | 7 963 448 137,80 | |
| DGRAD18 | Taxe de contrôle des produits d'origines toxique, stupéfiante et soporifique | Dérogatoire | Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022 | Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022 | 15 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Minier | OUI | 5,7858 | 5 785 805 134,98 |
| DGRAD19 | Taxe sur la désinfection, désinsection et véhicules d'occasion impactée | Dérogatoire | Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022 | Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022 | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | construction | OUI | 2,7858 | 2 785 805 134,98 | |
| DGRAD20 | Taxe rémunératoire annuelle | Dérogatoire | SICOMINES | à la rdc et le groupement d'entre | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | 28,4385 | 28 438 493 758,70 | |
| DGRAD21 | Taxe d'implantation des installations classées | Dérogatoire | SICOMINES | à la rdc et le groupement d'entre | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | 26,6738 | 26 673 839 410,70 | |
| DGRAD22 | Taxe de pollution sur les installations classées | Dérogatoire | SICOMINES | à la rdc et le groupement d'entre | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | 17,2532 | 17 253 224 140,70 | |
| DGRAD23 | Droits et Taxes à l'importation des produits pharmaceutiques et équipements médicaux | Dérogatoire | Marchés publics à financement extérieur | Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012 art. 6 | DGRAD | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Industriel | OUI | 3,8953 | 3 895 280 643,49 | |
| DGRAD24 | Taxe de contrôle des produits d'origines toxique, stupéfiante et soporifique | Dérogatoire | Marchés publics à financement extérieur | Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012 art. 6 | DGRAD | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Industriel | OUI | 1,8739 | 1 873 945 822,30 | |
| DGRAD25 | Taxe sur la déinfection, la désinsection et la dératification des navires, aéronefs, trains, conteneurs, véhicules d'occasion à l'importation | Dérogatoire | Marchés publics à financement extérieur | Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012 art. 6 | DGRAD | Exonération | Alléger la charge fiscale | Entreprises | Industriel | OUI | 1,2493 | 1 249 297 215,39 | |
| DGRAD26 | Taxe sur le contrôle des produits d'origines toxiques, soporifique et stupéfiantes aux postes frontaliers | Dérogatoire | Zones économiques spéciales | du 07 juillet 2014 fixant le régime | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | 1,6294 | 1 629 394 949,10 | |
| DGRAD27 | Droits et taxes à l'importation des produits pharmaceutiques et équipements médicaux | Dérogatoire | Zones économiques spéciales | du 07 juillet 2014 fixant le régime | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | 0,4992 | 499 193 993,05 | |
| DGRAD28 | Taxe sur la désinfection, désinsection des véhicules d'occasion à l'importation | Dérogatoire | Zones économiques spéciales | du 07 juillet 2014 fixant le régime | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | 1,6949 | 1 694 939 754,90 | |
| DGRAD29 | Taxe rémunératoire annuelle | Dérogatoire | Zones économiques spéciales | du 07 juillet 2014 fixant le régime | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | 2,6260 | 2 625 996 047,09 | |

| | | | | | | | | | | | | |
|--------------|--|-------------|-----------------------------|-------------------------------------|-------|-------------|-----------------------------|-------------|------------|-----|--------------|--------------------------|
| DGRAD30 | Taxe d'implantation des installations classées | Dérogatoire | Zones économiques spéciales | du 07 juillet 2014 fixant le régime | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | 2,7475 | 2747495452,77 |
| DGRAD31 | Taxe de pollution sur les installations classées(TAPO) | Dérogatoire | Zones économiques spéciales | du 07 juillet 2014 fixant le régime | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | 2,4993 | 2499303972,45 |
| DGRAD32 | Carte de travail pour étranger | Dérogatoire | Zones économiques spéciales | du 07 juillet 2014 fixant le régime | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | 0,3939 | 393876993,07 |
| DGRAD33 | Droits de délivrance de visa d'établissements spécial, permanent ordinaire et de travail | Dérogatoire | Zones économiques spéciales | du 07 juillet 2014 fixant le régime | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | 0,0159 | 15945000,00 |
| DGRAD34 | Autorisation de transport des biens de 20 tonnes et plus | Dérogatoire | Zones économiques spéciales | du 07 juillet 2014 fixant le régime | DGRAD | Exonération | Encourager l'investissement | Entreprises | Industriel | OUI | 4,9273 | 4927294892,35 |
| Total | | | | | | | | | | | 7 018 | 7 018 413 286 878 |